

Eric Boset



JAA - CH 8036 Zurich

**services  
PUBLICS**

# Une lame de fond contre le racisme

Les manifestations contre le racisme anti-Noir-e-s et les violences policières ont pris une ampleur massive, en Suisse aussi. La nouvelle génération militante secouera-t-elle le «consensus xénophobe» qui domine le débat politique helvétique?  
EN PAGES 2, 5, 6, 7, 11 ET 12.

## L'heure de bouger

**3** POINT FORT – Durant la pandémie, le personnel hospitalier s'est engagé à fond. Aujourd'hui, il fait face au danger du retour à une «normale» faite d'austérité et de sous-effectif. Au CHUV, le climat est à la lutte.

## Blocs en péril

**4** FRIBOURG – Les équipes des blocs opératoires des hôpitaux de Tavel et Riaz craignent de ne plus retrouver leur lieu de travail. La direction de l'HFR utilise-t-elle la pandémie pour accélérer ses plans de fermeture?

## L'avenir de la LPP

**9** SUISSE – Le Conseil fédéral a repris le compromis sur la prévoyance professionnelle, négocié entre les syndicats et l'Union patronale suisse. Débat autour de cet accord, approuvé aussi par le Comité national du SSP.

## «Bolsonaro dehors!»

**12** NOTRE MONDE – À l'unisson des mouvements sociaux, les sans-terre brésiliens exigent le départ du président d'extrême-droite. Et défendent une réforme agraire urgente pour répondre à l'explosion de la pauvreté.





Les images d'Eric Roset et Valdemar Verissimo

Dimanche 14 juin, des milliers de femmes sont redescendues dans la rue pour exiger l'égalité

Une année après la gigantesque mobilisation du 14 juin 2019, les collectifs pour la grève féministe ont réaffirmé la nécessité d'un profond changement social. Dans les manifestations, les slogans antiracistes étaient très présents.

## Éditorial

# L'antiracisme, au cœur de la question sociale

Les mobilisations contre le racisme anti-Noir-e-s et les violences policières ont gagné l'Europe – et la Suisse. Les manifestant-e-s expriment leur indignation face au meurtre barbare de George Floyd et leur solidarité avec la lutte des Noir-e-s aux Etats-Unis. Mais pas seulement. Au cœur des récentes mobilisations, on trouve aussi la dénonciation des discriminations à l'œuvre chez nous: inventé pour justifier la traite des esclaves, pilier sanglant sur lequel s'est appuyée la naissance du capitalisme en Europe occidentale, le racisme anti-Noir-e-s est inscrit dans l'ADN de notre continent. Il continue à y sévir, y compris en Suisse. Comme le souligne Kanyana Mutombo, secrétaire du Carrefour de réflexion et d'action sur le racisme anti-Noir, les brutalités et les maltraitements de la police ne sont qu'une partie de ce fléau, qui touche tous les aspects de la vie sociale<sup>1</sup>. Les lieux de travail ne font pas exception. Dans le secteur de la santé, «de nom-

breux employés étrangers avalent quotidiennement les insultes des patients» souligne Alma Wiecken, directrice de la commission fédérale contre le racisme<sup>2</sup>. Les personnes noires ne sont pas les seules victimes, mais elles sont souvent visées. Largement passées sous silence, banalisées, ces discriminations viennent aussi de la hiérarchie et des collègues, comme le montrent des témoignages recueillis aux HUG (*lire en page 5*). Le phénomène n'est pas réservé à un secteur: en août dernier, la section trafic aérien du SSP dénonçait des pratiques similaires à l'aéroport de Genève.

Comme le rappelle la militante française Rokhaya Diallo, le racisme est indissociable de la question sociale: «Qui sont les personnes les plus affectées par les réformes les plus libérales du marché du travail et des retraites? Toujours les

mêmes: les femmes et les minorités. Les femmes pauvres, africaines et immigrées. On ne peut pas l'ignorer.»<sup>3</sup>

En Suisse aussi, les discriminations de classe, de genre et d'origine se combinent pour reléguer une large part de la population issue de la migration – mis à part les riches exilé-e-s fiscaux-ales – au bas de l'échelle sociale. Les sans-papiers et les exclu-e-s de l'asile constituent les

derniers maillons de cette chaîne d'inégalités.

Cet état de fait est légitimé par des discours politiques – largement

repris par les médias – opposant les membres de la «communauté nationale» aux «Autres». Ces thèses, héritières des fantasmes sur la «surpopulation étrangère», sont désormais normalisées au sein du débat politique (*lire en pages 6 et 7*). Elles représentent aussi un fléau pour la lutte syndicale: en renforçant les

divisions entre salarié-e-s, elles affaiblissent leur force de frappe face aux employeurs.

En dénonçant le racisme structurel qui frappe la population noire, des milliers de jeunes manifestant-e-s remettent en cause cette logique excluante. En postulant que toute vie a une valeur égale, elles et ils sont aussi les porteurs d'une exigence de solidarité et de justice sociale – comme les militantes de la grève féministe et les jeunes pour le climat.

Le 14 juin dernier, lutte pour l'égalité et lutte antiraciste se sont déclinées ensemble dans de nombreuses manifestations. Une convergence primordiale, à l'heure où les forces les plus conservatrices se préparent à surfer sur les dégâts sociaux créés par une crise économique profonde. ■

GUY ZURKINDEN  
RÉDACTEUR

<sup>1</sup> Amnesty, décembre 2014.

<sup>2</sup> NZZ, 14 juin 2020.

<sup>3</sup> Le Temps, 16 juin 2020.



Durant la pandémie, le personnel hospitalier s’est engagé à fond. Aujourd’hui, il fait face au danger du retour à une «normale» faite d’austérité et de sous-effectif. Questions à Véronique\*, infirmière et militante SSP au CHUV.

# « On est sorti-e-s de l’ombre »

DAVID GYGAX . INTERVIEW  
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

Véronique\* est infirmière diplômée, spécialisée en soins continus et soins intensifs. Elle travaille dans un service de soins intermédiaires du Centre hospitalier universitaire genevois (CHUV).

Quel regard portes-tu sur la crise Covid qui vient de se passer, plus spécialement sur le CHUV?

Véronique\* – Pendant les deux mois et demi de crise, environ 1200 infirmiers et infirmières étaient disponibles en plus dans le canton de Vaud, en raison de l’interdiction des vacances. Le CHUV a fait un travail formidable pour gérer la crise, mais cela s’est bien passé surtout grâce au dévouement des collaborateurs et des collaboratrices de la santé. Un travail exceptionnel, dans le calme et avec un professionnalisme hors-pair. En fait, nous n’avons pas eu le choix! Le personnel a dû accepter de ne pas prendre ses vacances. Il était envoyé dans d’autres secteurs ou services, ou a dû changer complètement sa fonction, du jour au lendemain. Les services de chirurgie sont devenus des services de médecine. Nous avons dû faire preuve de beaucoup de souplesse et de sens d’adaptation. C’est comme si un professeur de français devait soudain enseigner les maths.

Et concrètement, pour tes collègues et toi?

Le positif, d’abord. C’était presque beau de voir comment le CHUV a fait son plan d’urgence et reconfiguré des services en quinze jours: c’était très impressionnant. Les unités de soins intensifs ont été augmentées; de cinq, on est passé à onze unités mobilisées. Cela, grâce à la mobilisation du personnel. Exemple: le service d’orthopédie a été fermé car il s’agit d’opérations électives; tout le personnel de l’orthopédie, jusqu’aux instrumentistes du bloc, a été envoyé aux soins intensifs, y a travaillé; les étudiant-e-s étaient aussi mobilisé-e-s. Il fallait du monde pour les frottis, pour la surveillance, pour les téléphones aux familles et aux proches, etc. Tout le monde a joué le jeu. Mais on ne nous a pas demandé si nous étions d’accord: nous avons bossé, reçu les plannings pour la semaine suivante, nous ne savions pas où nous travaillerions, parfois même le matin de notre prise de service. C’était dur, mais cela s’est très bien passé. Il était aussi frappant de constater qu’il n’y avait pratiquement

pas d’absentéisme, peu de malades. Nous avions aussi la satisfaction de faire du travail de bonne qualité, car nous étions bien dotés. Nous avions assez de monde pour faire notre boulot. C’est une sacrée différence par rapport à la situation habituelle.

La crise semble passée, au moins pour l’instant. Quelle est la situation aujourd’hui?

C’est le retour à la «normale». Le manque de soignants et de soignantes se fait à nouveau sentir. L’activité habituelle des hôpitaux redémarre sur les chapeaux de roue. Une collègue me disait: «Parfois, le soir, je vais au lit avec une boule au ventre, en angoissant de savoir si le lendemain sera aussi tendu que le jour qui vient de passer.» Une autre me dit: «Certains jours, j’espère que les patients ne me poseront pas de questions parce que je n’ai pas le temps de leur répondre.» Autour de moi, il y a aussi une forme d’acceptation: «Ça va, on s’en sort». Mais avec l’expérience, on voit que ça ne va pas, que la débrouille ne suffit pas. On espère juste qu’il y aura des jours plus calmes, que nous aurons bientôt des vacances ou des congés, etc. Nous nous adaptons beaucoup, nous nous formatons. Mais à terme, cela ne peut pas suffire. Nous devons vraiment nous mobiliser pour plus de personnel dans les services.

Ce que nous demandons, c’est simple: une compensation pécuniaire pour le travail exceptionnel fourni pendant la crise, une prime Covid-19; être en mesure de récupérer nos vacances cet été, pas seulement à partir du mois de septembre; et moins d’applaudissements, mais plus de personnel!

Pourquoi penses-tu que c’est le bon moment pour s’organiser collectivement et revendiquer des postes de travail?

On a vu pendant le Covid que les gens veulent être soignés, sauvés. Les patient-e-s veulent de la qualité, une prise en charge. Il y a une attente de la population que l’on fasse bien notre travail. Les applaudissements, c’est aussi sortir de l’ombre: les gens ont vu, ont compris ce que veut dire travailler dans le secteur de la santé. Et je parle ici de toutes les professions, de tous les métiers du CHUV: femmes de ménage, infirmières ou secteur de la logistique. Tout le monde est sorti de l’ombre. ■

\* Prénom d’emprunt

## Sur le terrain

### CLIMAT DE MOBILISATION AU CHUV

Le personnel hospitalier vient de vivre des moments particulièrement difficiles. Nous nous sommes mobilisé-e-s comme jamais pour soigner la population et accueillir, dans les meilleures conditions possibles, tous nos patients. La population nous a soutenu et a démontré sa solidarité de manière spectaculaire.

Après trois mois de sacrifices, le Conseil d’Etat vient de répondre à notre pétition demandant une classe de plus pour les infirmières, physios, TRM, ergos, diététiciennes et assistantes sociales du CHUV. C’est non. Cette décision est incompréhensible. Tout le monde appelle à la «nécessaire revalorisation des métiers de la santé». Alors pourquoi cette décision, totalement opposée à ces proclamations unanimes?

Cela ne peut pas être une question d’argent. Le Conseil d’Etat vaudois a 856 millions de francs de recettes imprévues. Depuis le début de la crise, il distribue des dizaines de millions de francs à toutes sortes d’entreprises, y compris des multinationales qui font d’énormes bénéfices. Pourquoi pas un seul franc au personnel de la santé? Pour notre syndicat, il n’est pas question de lâcher l’affaire. Nous demandons une prime pour notre engagement exceptionnel; de meilleurs salaires pour nos professions exigeantes et utiles à la population; des embauches pour que notre travail soit la prise en charge des patient-e-s, et pas la course à la rentabilité économique.

Les Hôpitaux universitaires de Genève vont embaucher 380 personnes. Le CHUV doit aller dans le même sens. Cela pourrait être le début de la reconstruction des hôpitaux publics. Pour ces raisons, le SSP – Groupe CHUV appelle le personnel à participer à une assemblée générale extraordinaire qui aura lieu à la fin août. Le SSP a écrit une lettre à toutes les organisations professionnelles et syndicales, appelant à la tenue d’une assemblée générale unitaire qui décidera de nos actions.

Notre syndicat agit également pour que nos collègues du secteur parapublic nous rejoignent dans une large mobilisation, avec le soutien de la population. C’est le moment ou jamais! ■

SSP – GROUPE CHUV

## Contexte

### L’USS EXIGE LE RENFORCEMENT DU SERVICE PUBLIC

Finis l’austérité! Les financements publics doivent être revus à la hausse.

«Alors que la Suisse faisait face à une pandémie sans précédent, le service public a tenu bon. Il a même constitué l’une des bases principales de la confiance de la population dans les dispositions prises pour lutter contre le coronavirus.»

Le 5 juin dernier, l’Union syndicale suisse a présenté ses revendications en matière de service public, à la lumière de la crise sanitaire.

Son constat: le coronavirus a montré l’importance d’une organisation qui ne repose pas sur la concurrence, mais sur la coordination, seule à même de réagir dans le sens de l’intérêt public. Cette supériorité des services orientés sur les besoins de la population, et non les profits, s’est exprimée dans tous les secteurs (santé, transports, accueil de l’enfance, etc.)

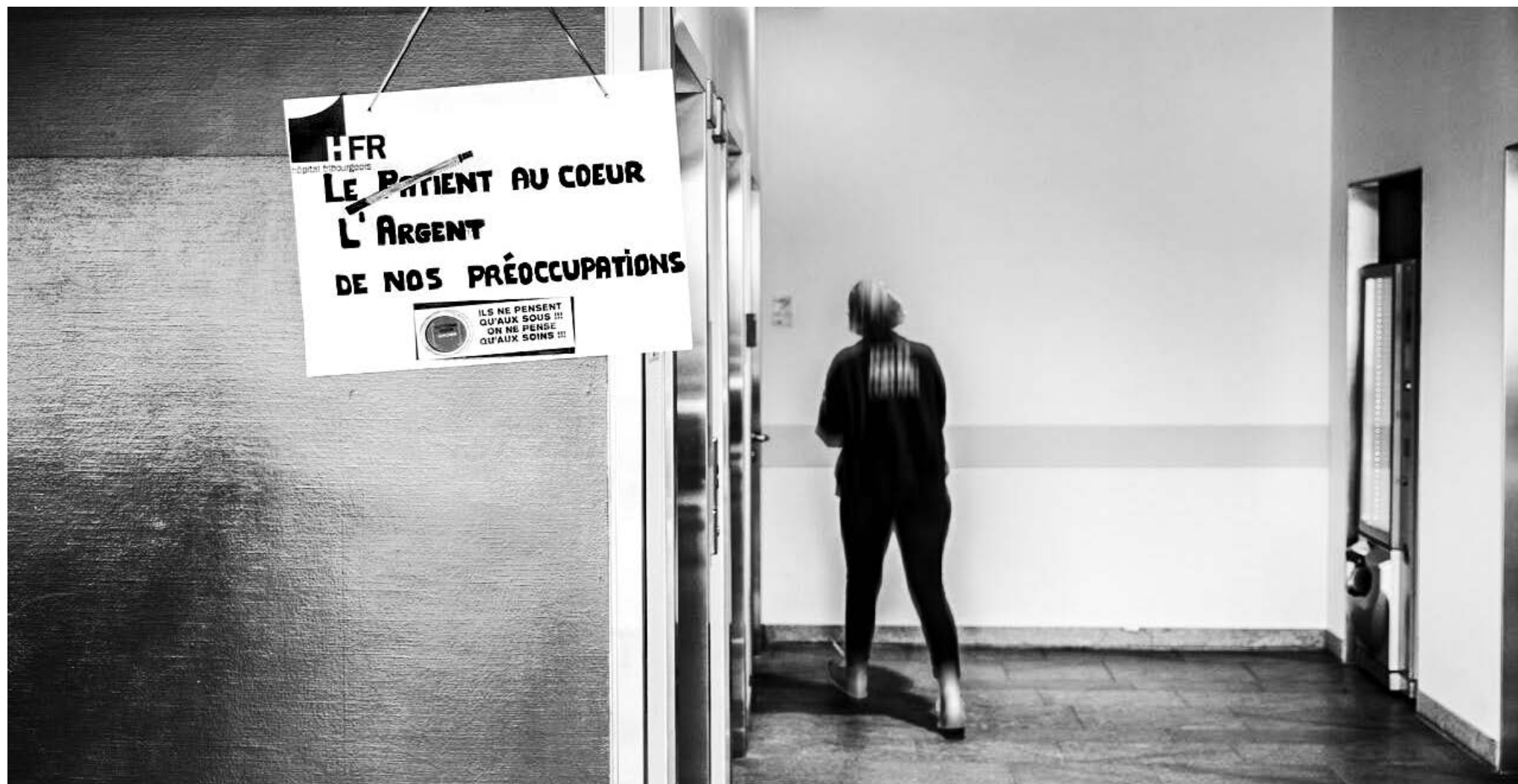
Or, malgré ces atouts, le service public est défavorisé par des systèmes de financement insuffisants, voire carrément absurdes, a dénoncé Pierre-Yves Maillard, le président de l’USS. Conséquence: alors qu’ils ont joué un rôle indispensable pour préserver la santé publique, les hôpitaux sont aujourd’hui confrontés à de gigantesques déficits (3 milliards de francs, selon la faïtière H+). Il est temps de revenir au principe de la subvention publique, démocratiquement décidée et s’adaptant aux besoins sociaux.

Katharina Prelicz-Huber, présidente du SSP, est intervenue dans le même sens. Elle a souligné l’importance d’une reconnaissance des efforts du personnel de la santé, sous la forme d’un 14<sup>e</sup> salaire, et d’une revalorisation de ces professionnel-le-s. La syndicaliste a exigé aussi une extension du service d’accueil de l’enfance, accompagnée d’une amélioration des conditions de travail et de salaire du personnel.

Parmi les revendications de l’USS, on trouve encore: le renoncement à toute forme d’austérité; une compensation rapide des pertes et difficultés engendrées par la période de crise; le renforcement de la coopération plutôt que de la concurrence. ■

SERVICES PUBLICS





# « On nous balade comme des pions »

**FRIBOURG .** Les équipes des blocs opératoires des hôpitaux de Tavel et Riaz craignent de ne plus retrouver leur lieu de travail. La direction de l'HFR utilise-t-elle la pandémie pour accélérer ses plans de fermeture? Témoignages.

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR  
PIERRE-YVES MASSOT . PHOTO

Contexte

« Je suis devenue une SBF: sans bloc fixe. » Derrière la boutade, l'inquiétude des soignant-e-s est palpable. Le personnel des blocs opératoires des hôpitaux de Riaz, en Gruyère, et Tavel, situé dans le district alémanique du canton, craignent de ne plus jamais retrouver leur lieu de travail. Une cinquantaine de salarié-e-s – instrumentistes, aides de salle, anesthésistes et médecins – sont concerné-e-s.

**FERMÉS POUR CAUSE DE PANDÉMIE.** Le 19 mars, les deux blocs en question sont fermés temporairement, pour cause de Covid-19. Le personnel part renforcer les équipes de l'Hôpital cantonal et du Daler, en ville de Fribourg. Au pied levé: «On est parti-e-s du jour au lendemain, comme on quitte une maison en feu», raconte une soignante. À Fribourg, l'accueil est sommaire: «On a été lâché-e-s dans le bain. Pas d'accueil, ni de briefing de la part de la direction. Heureusement, les équipes sur place ont été solidaires.» «Nous avons dû faire preuve de beaucoup de flexibilité. Mais nous étions prêt-e-s à donner de nos personnes dans ce contexte de pandémie», résume une collègue.

**PAS DE RETOUR À LA NORMALE.** La vague passée, le réseau hospitalier a repris peu à peu son visage habituel: les salles d'opération ont rouvert dans les cliniques privées; celles de l'Hôpital cantonal tournent à plein régime, avec le rattrapage des interventions repoussées en raison du Co-

vid-19. Mais à Riaz et Tavel, les bistouris sont toujours à l'arrêt. Fin avril, le personnel des deux blocs est informé que ceux-ci resteront fermés pour une période indéterminée. Certain-e-s apprennent la nouvelle en ouvrant leur boîte à lettres, d'autres dans un couloir d'hôpital.

Une deuxième transition, abrupte, commence: «Après avoir passé un mois et demi aux Urgences du Daler, nous avons été parachuté-e-s au sein du bloc opératoire de l'hôpital cantonal, raconte une soignante. On ne nous a même pas montré où est rangé le matériel.» Conséquence: stress et tensions augmentent, l'ambiance peut devenir «électrique». C'est encore plus difficile pour les salarié-e-s venu-e-s de Tavel, qui doivent travailler dans une langue qu'ils ne maîtrisent pas.

**LE COVID COMME PRÉTEXTE?** Pour expliquer la fermeture prolongée des blocs, la direction invoque une potentielle seconde vague de Covid-19 – tout en refusant de se prononcer sur une date de réouverture. Un discours qui est loin de convaincre les principaux-aes concerné-e-s. Leur crainte: que la direction profite du coronavirus pour fermer définitivement les salles d'op' de Tavel et Riaz. Depuis des années, des rumeurs insistantes circulent sur la question. Les craintes du personnel ont été renforcées par les fermetures successives de la maternité de Riaz, puis du service d'anesthésie de nuit, suivie de celle des urgences de nuit. «Tout est fait

pour faire baisser l'activité chirurgicale à Riaz», dénonce un salarié. Et de pointer une contradiction: «En raison du manque de places, des chirurgiens sont poussés à réaliser des opérations dans le privé. Cela entraîne une perte de recettes pour l'hôpital public. C'est absurde.»

**DANS LE BROUILLARD.** Sur le terrain, l'incertitude mine le moral du personnel. «On nous balade comme si on était des pions», constate un soignant. «On ne nous dit rien. Ce flou total est le plus dur à supporter», ajoute une autre. Alors qu'ils et elles se sentaient «comme une famille» dans leur hôpital de périphérie, les collègues sont désormais éparpillé-e-s entre dix salles d'opération aux planning élargis. «On n'a pas signé pour travailler avec ces horaires de folie», dénonce une soignante. Face à ce rythme jugé parfois «infernale», des collègues ont déjà donné leur démission. D'autres se trouvent en arrêt maladie.

**DÉMARCHE COMMUNE.** Face à l'adversité, les équipes des deux blocs restent pourtant soudées. Ensemble, elles ont interpellé le conseil d'administration de l'HFR dans une lettre commune, puis alerté la population en témoignant dans les médias. Avec un premier résultat à la clé: la direction les recevra le 3 juillet, accompagné-e-s du SSP. À la presse, la direction a indiqué qu'elle prendrait une décision définitive d'ici la fin juin... À faire à suivre. ■

## FERMETURES TOUS AZIMUTS?

«Le Covid-19 a montré l'importance d'une couverture la plus large possible des soins publics pour l'ensemble de la population, de même que la complémentarité entre des sites périphériques forts et l'hôpital cantonal», écrivent les équipes des blocs opératoires de Riaz et Tavel dans leur lettre à la présidente du conseil d'administration de l'Hôpital fribourgeois, Annamaria Müller.

Mais du côté des sommets de l'HFR, les priorités semblent être ailleurs. «Nous pourrions fermer 30% des hôpitaux et des lits au niveau suisse, si nous menions de manière conséquente le processus de transition vers l'ambulatoire» affirmait récemment Annamaria Mueller à la presse allemande<sup>1</sup>.

Fin 2019, la direction de l'HFR a présenté sa «Stratégie 2030» pour l'HFR à la presse.

Ce plan a pour objectif avoué de revoir à la baisse les dépenses de l'hôpital public. Il prévoit la construction d'un nouvel hôpital central situé en ville de Fribourg, qui travaillera «en réseau» avec sept centres de santé – un par district – qui proposeront prestations ambulatoires et consultations. Des partenariats avec le privé sont envisagés.

Ce plan prévoit la fermeture des blocs opératoires de Riaz et Tavel à l'horizon 2030. Il fait aussi planer de lourdes incertitudes sur le futur des hôpitaux périphériques. Si celui de Riaz et Tavel «reste à déterminer», le site de Billens semble déjà promis à une «fermeture programmée», comme le dénonce le préfet de la Glâne<sup>2</sup>. ■

<sup>1</sup> NZZ, 20 janvier 2020.

<sup>2</sup> La Liberté, 27 novembre 2019.



GENÈVE . Au sein des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), plusieurs soignantes ont vécu des discriminations douloureuses, liées à la couleur de leur peau. Témoignages <sup>1</sup>.

# Chroniques d'un racisme ordinaire aux HUG

FABIENNE  
VUILLEUMIER KÜNZI

Il était une fois aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), une jeune femme formée, compétente, motivée qui arrive à l'hôpital pour son premier jour de travail. Dans le service, à l'heure de la pause repas, une collègue demande: «Qui vient manger avec moi?». La nouvelle arrivée répond: «Moi, volontiers». Mais l'autre lui réplique: «Pas toi, tu n'es pas mon amie». La jeune femme est une aide-soignante, noire.

**SUSPENDUE SANS SALAIRE.** Il était une fois aux HUG, une femme très compétente, avec quinze ans d'expérience dans les soins. Lors d'un retour de vacances, elle est suivie, espionnée par quelques membres du personnel. Mission: débusquer une faute professionnelle, quelle qu'elle soit. Et quand on cherche, on trouve. On lui reproche d'avoir volé du matériel médical à son profit, d'avoir commandé des articles interdits. Trois élé-

ments à charge sont relevés par sa cheffe. Lors de l'enquête officielle, le soufflé retombe: il est démontré que cette femme est totalement innocente. Eh bien, elle est sanctionnée malgré tout, sans preuve aucune, et suspendue sans salaire. En instance de divorce avec quatre enfants à charge, elle se retrouve aux services sociaux. Ah, j'oubliais. Cette femme est aide-soignante et intendante. Mais surtout, elle est noire.

**LICENCIÉE SANS MOTIF.** Il était une fois aux HUG, une aide-soignante motivée à se former en santé communautaire (ASSC). Lors de l'annonce d'une nouvelle formation, elle possède tous les critères requis: deux ans d'expérience à l'hôpital, cinq ans de pratique dans les soins; elle réside et paye ses impôts à Genève. Mais son chef refuse d'accepter son dossier. Et quand elle l'interroge, il lui explique que, de toute façon, il est contre sa no-

mination. Elle insiste. Alors on la fait évaluer, et on conclut à un «manque de communication». Elle refuse de signer le document. On la change de service, dans le but de la faire évaluer à nouveau. La hiérarchie fait chercher l'erreur professionnelle par ses collègues. Une nouvelle évaluation a lieu. Elle est négative, mais sans fondement aucun. À nouveau, on parle de manque de communication. L'aide-soignante refuse de signer, tombe malade. Elle est licenciée. Ah, j'oubliais. Cette femme est noire.

**SANCTIONNÉE SANS PREUVE.** Il était une fois aux HUG, une aide-soignante appréciée. Un jour son collègue, un homme, l'accuse de l'avoir frappé. Elle dit que ce n'est pas vrai. Il n'y a pas de témoin. C'est lui qui le dit, mais c'est elle qui est accusée et sanctionnée sans preuve. Dégradée, elle passe de fonctionnaire à employée. Ah, j'oubliais. L'homme est blanc, elle est noire.

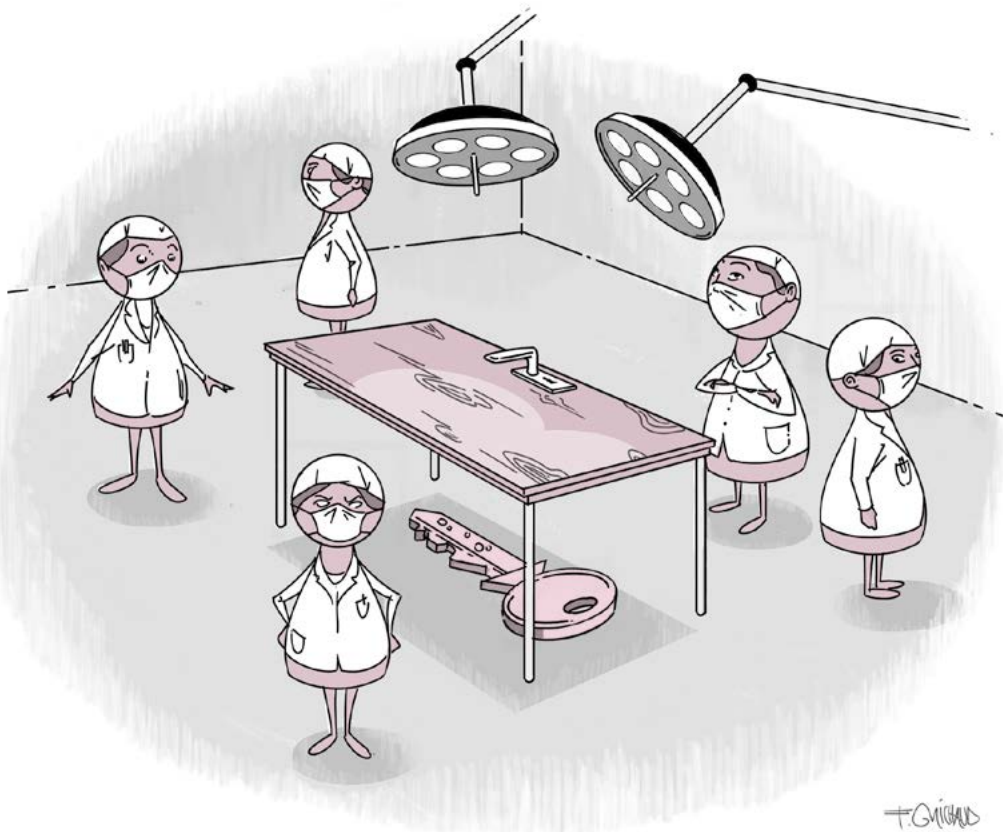
**LE RACISME AVANCE MASQUÉ.** Aux HUG, probablement qu'on n'entendra jamais des phrases comme «Sale noire, dégage!». C'est bien plus subtil que cela. On se permet, avec une personne noire, des comportements inexistantes ou rares avec les autres. Des insultes devant les patient-e-s, des moqueries qui sont censées être de l'humour. Des doutes sur les compétences: «Tu as compris ce que je t'ai dit?» De la méfiance, de la suspicion, la mise à l'écart sociale durant les pauses repas ou les sorties.

**QUE FAIT LA DIRECTION?** Il est connu que la peur peut entraîner le rejet de celui ou celle qui est différente. Mais n'y a-t-il pas une responsabilité des HUG, de leurs ressources humaines, à veiller à ce que toute personne engagée pour ses compétences, peu importe la couleur de sa peau, puisse évoluer dans un milieu professionnel respectueux, valorisant et stimulant? ■

<sup>1</sup> Ces témoignages ont été recueillis et mis en forme par l'autrice à l'automne 2019.

## Le trait de Frédéric

### Blocs opératoires des hôpitaux de Tavel et Riaz: MENACE DE FERMETURE



## Agenda militant

**JOURNÉE INTERNATIONALE  
DES REFUGIÉ-E-S**  
TOUTE LA SUISSE  
Samedi 20 juin

**BLACK LIVES MATTER**  
FRIBOURG  
Manifestation  
Samedi 20 juin, 16 h 30  
Université de Fribourg, site de  
Pérolles

**NO GOING BACK**  
ZURICH  
Action pour le climat  
Samedi 20 juin

**POUR DÉFENDRE NOS RETRAITES  
ET LE SERVICE PUBLIC!**  
FRIBOURG  
Rassemblement  
Mardi 23 juin, 17 h  
Forum Fribourg, bus ligne 1

**CRITICAL ART**  
LAUSANNE  
Campagne «Lausanne ville vivante,  
dernier acte de la première phase»  
Rassemblement, performance artis-  
tique puis *Critical Mass* à vélo  
Mardi 23 juin, 17 h 30  
Palais de Beaulieu

## Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP  
PARAIT TOUS LES 2 VENDREDIS DU MOIS

**ÉDITEUR RESPONSABLE**  
SSP-VPOD  
Stefan Giger  
Secrétaire général  
Case postale 8279  
8036 Zurich  
www.ssp-vpod.ch

**RÉDACTEUR RESPONSABLE**  
Guy Zurkinden  
Case postale 1360  
1001 Lausanne  
Tél. 021 340 00 00  
Fax 021 340 00 09  
E-mail: journal@ssp-vpod.ch

**IMPRESSION**  
Atar Roto Presse SA, Genève





La poussée de l'UDC, héritier idéologique de l'Action nationale, a ancré la xénophobie dans le débat politique helvétique. Une hégémonie aujourd'hui remise en cause par les nouveaux mouvements sociaux, analyse l'historien Damir Skenderovic. Interview.

# «L'UDC a normalisé les thèses de Schwarzenbach»

GUY ZURKINDEN  
RÉDACTEUR

ERIC ROSET . PHOTOS

Le 7 juin 1970, l'initiative «contre l'emprise étrangère» était rejetée par une mince majorité de votants masculins – les femmes n'avaient pas encore le droit de vote. Porté par le conseiller national James Schwarzenbach, ce texte voulait limiter la part d'étrangers en Suisse à 10% de la population, ce qui aurait impliqué l'expulsion de près de 300 000 salarié-e-s italien-ne-s et leurs familles. Pour Damir Skenderovic, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg et spécialiste de la droite radicale, la rhétorique de la «surpopulation étrangère», diffusée depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, a renforcé le discours xénophobe de Schwarzenbach. Ces thèses, normalisées dans le débat politique par l'UDC, sont aujourd'hui remises en question par une nouvelle génération militante.

L'initiative Schwarzenbach a recueilli près de 50% des voix. Pourtant le Conseil fédéral, les principaux partis politiques, les organisations patronales et les syndicats appelaient à la refuser... Damir Skenderovic – L'initiative était portée par l'Action nationale, un petit parti de droite populiste qui comptait un seul parlementaire: le conseiller national James Schwarzenbach. Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, le débat politique était cependant imprégné par un discours dénonçant la prétendue «surpopulation étrangère» (*Überfremdung* en allemand). Cette rhétorique présente les immigré-e-s comme un danger pour la Suisse, sa société et son identité. Elle est reprise par les autorités. En 1965, une commission d'experts créée par le Conseil fédéral alerte même du danger d'*Überfremdung* dans un rapport officiel.

Dans les années 1960, les discours contre la «surpopulation étrangère» visent les salarié-e-s italien-ne-s qui viennent par milliers travailler en Suisse, à la demande des employeurs. En août 1964, la Suisse et l'Italie signent un nouveau traité sur le recrutement. L'accord prévoit quelques améliorations du statut de ces travailleuses et travailleurs, en grande partie des saisonniers. Pourtant, il est immédiatement remis en question en Suisse dans les débats publics. Plusieurs groupuscules xénophobes se créent, mais leur existence sera éphémère. Sous pression, le Conseil fédéral va introduire le principe du plafonnement de la main-d'œuvre étrangère, quelques mois avant la votation sur l'initiative Schwarzenbach. Ce contexte joue en faveur des thèses de l'Action nationale. En parallèle, son diri-

geant a su tirer parti de la démocratie directe: le lancement d'une initiative populaire lui a permis de répandre ses thèses bien au-delà de son petit parti.

Vous soulignez le rôle «précurseur» de Schwarzenbach en Europe... À cette époque, l'Action nationale est à l'avant-garde de la droite populiste en Europe: pour la première fois après le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale, un discours ouvertement xénophobe est au cœur d'un débat politique national. Je pense que cette situation a aussi été facilitée par l'absence d'un véritable travail de mémoire sur l'existence de mouvements ouvertement fascistes en Suisse durant l'entre-deux guerres, les Fronts. Exemple. En 1975, trois conseillers nationaux étaient d'anciens membres des Fronts. On y trouvait notamment Mario Soldini, membre du parti Vigilance et ancien secrétaire de Georges Oltramare, le dirigeant du parti fasciste Union nationale. Or leur présence dans la Bernese fédérale n'a quasiment pas suscité de débats.

Quelle est la position des syndicats et de la gauche dans ce contexte?

55% des membres de l'Union syndicale suisse (USS) ont voté en faveur de l'initiative Schwarzenbach, que les dirigeant-e-s de l'Union syndicale suisse appelaient pourtant à refuser. L'ambiguïté de la position syndicale explique en partie ce résultat. Dans les années 1960, des dirigeants syndicaux de premier plan reprennent les thèses de l'*Überfremdung* et appellent le Conseil fédéral à freiner l'immigration. Ils invoquent la pression des «étrangers-ères» sur l'emploi et les salaires, mais tiennent aussi un discours culturaliste – «les immigré-e-s ne travaillent pas aussi bien que nous». On retrouve ce type de positions au sein du Parti socialiste suisse. Elles s'expliquent par la prééminence du courant prônant la défense prioritaire des «travailleurs nationaux» au sein des organisations ouvrières. Renforcé par l'accord de Paix du travail signé au milieu des années 1930, ce courant prend le dessus

sur la tendance internationaliste – pour laquelle l'appartenance à une classe commune, celle des travailleurs, prime sur la nationalité.

En 2014, une majorité de la population helvétique accepte l'initiative UDC «contre l'immigration de masse». On n'est pas loin des thèses de Schwarzenbach... Les débats autour de la «surpopulation étrangère» ont continué à parcourir la politique suisse jusqu'à nos jours, même si «l'Autre» prend des figures différentes. Depuis le 7 juin 1970, plusieurs initiatives à tonalité clairement xénophobe ont été soumises à la population – jusqu'à l'acceptation en 2014 du texte de l'UDC, qui ne fixe cependant pas de plafond chiffré à l'immigration. Cependant, il faut rappeler qu'en 2000, une initiative populaire demandant un plafonnement à 18% de la population étrangère a été refusée en votation. Elle avait été lancée, entre autres, par Philipp Müller, le futur président du parti libéral-radical (PLR). Cela montre – comme la récente initiative d'Ecopop – que ces idées ont dépassé les cercles de la droite populiste.

Malgré un discours d'opposition, l'UDC reste très intégrée au système politique helvétique... Oui, et cela fait de ce parti une particularité en Europe. Dès ses débuts, l'UDC a été intégrée dans le système de concordance – avec des élu-e-s siégeant dans les exécutifs fédéral, cantonaux et communaux. Contrairement aux autres pays européens, la Suisse n'a jamais vraiment mené de débat sur la nécessité d'opposer un «cordon sanitaire» aux partis de la droite populiste. Aujourd'hui, la rhétorique de l'UDC, basée sur la xénophobie et l'exclusion, s'est même «normalisée». Ses thèses sur la migration ont été reprises par de nombreux partis – le PDC, le PLR et jusqu'à certains membres du Parti socialiste suisse. Avec pour conséquence, notamment, un durcissement constant de la politique d'asile. Dans le canton de Zurich, c'est d'ailleurs un conseiller d'Etat socialiste qui applique une politique très dure contre les réfugié-e-s.

Peut-on parler d'une continuité entre l'activité de l'Action nationale dans les années 1980 et celle de l'UDC aujourd'hui? Dans les années 1990, l'UDC va subir une profonde transformation. Sous la houlette de Christoph Blocher et de sa section zurichoise, ce parti va ancrer sa politique autour de deux thèmes principaux: le refus de l'Europe et la politique d'immigration – et d'asile. Depuis, l'UDC a développé des thèses nationalistes et identitaires, basées sur la séparation entre la communauté nationale et les «Autres». Il les combine avec une rhétorique populiste opposant le peuple aux élites. Ce parti a ainsi repris l'héritage politique de Schwarzenbach et son Action nationale. Il faut souligner qu'en parallèle, l'UDC a développé des positions néolibérales en politique économique et fiscale – avec l'objectif de démanteler le rôle de l'Etat,

sauf dans les secteurs de la sécurité et de la migration. On retrouve ce genre de mix entre nationalisme et néolibéralisme dans de nombreux partis de la droite populiste en Europe, dans le gouvernement Trump aux Etats-Unis ou celui de Bolsonaro au Brésil. Il y a cependant une différence importante entre l'UDC et les groupuscules de la droite populiste qui se succèdent en Suisse au cours des années 1960, 1970 et 1980. En deux décennies, le parti de Blocher a presque triplé son électorat. Il est passé de 11,9% aux élections au Conseil national de 1991 à 28,9% en 2007. Cette évolution, unique depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919, va faire de lui le premier parti de Suisse.

La stratégie de ce parti populiste de droite a donc été un succès, de son point de vue. Les groupements d'extrême-droite se développent-ils aussi? L'extrême-droite se distingue de la droite populiste par son opposition aux mécanismes démocratiques et son apologie de l'action militante et souvent violente. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a longtemps représenté une subculture relativement marginale. Mais depuis quelques années, on assiste à un essor et une internationalisation de ces groupements, notamment via les réseaux sociaux. On constate ce phénomène presque partout. Récemment, l'extrême-droite a été présente au sein des manifestations contre le confinement qui ont réuni des milliers de personnes en Allemagne. Au cours de ces mobilisations, les extrémistes de droite se sont mélangés à d'autres mouvements, notamment les antivaccins – le recours aux théories du complot permettant de jeter des passerelles entre ces mouvances. En Suisse, peu de monde s'intéresse à la question. Dans leurs rapports sur les extrémismes, les autorités fédérales accordent beaucoup d'attention aux mouvements issus de l'extrême gauche, mais négligent les réseaux d'extrême-droite. Il y a toujours cette idée que la Suisse serait un cas à part, épargné par l'extrémisme de droite. Mais pourquoi la situation serait-elle si différente chez nous que dans les pays voisins? Il faudrait se pencher sérieusement sur l'évolution de ces réseaux dans notre pays.

Une crise économique importante s'annonce. Un terreau favorable pour les droites radicales?

La droite populiste va tenter d'utiliser cette crise et ses conséquences sociales pour se renforcer, en présentant de nouveau les immigré-e-s comme des boucs-émissaires. Le danger est grand que, sous sa pression, les autorités économisent d'abord sur le dos des personnes migrantes, déjà les plus précarisées. Des contre-feux émergent cependant. Au cours des deux dernières années, les collectifs pour la grève féministe et les jeunes de la Grève du climat ont pris une grande

**Collectifs féministes, jeunes pour le climat, manifestant-e-s contre le racisme: ces nouveaux mouvements contestent le nationalisme et la xénophobie**

ampleur, en Suisse aussi. Ces deux mouvements défendent une société solidaire et refusent le nationalisme. C'est le cas aussi du mouvement de défense du droit d'asile, qui existe depuis les années 1980 en Suisse. Pendant le récent confinement, on a aussi assisté à des gestes de solidarité significatifs, notamment envers les plus faibles. Et tout dernièrement, l'ampleur des manifestations contre le racisme et les violences policières est un signe que le mouvement contre le racisme et la xénophobie pourrait reprendre du poil de la bête, en Suisse aussi. Une nouvelle génération s'engage pour un monde plus solidaire. ■

Une crise économique importante s'annonce. Un terreau favorable pour les droites radicales?

La droite populiste va tenter d'utiliser cette crise et ses conséquences sociales pour se renforcer, en présentant de nouveau les immigré-e-s comme des boucs-émissaires. Le danger est grand que, sous sa pression, les autorités économisent d'abord sur le dos des personnes migrantes, déjà les plus précarisées. Des contre-feux émergent cependant. Au cours des deux dernières années, les collectifs pour la grève féministe et les jeunes de la Grève du climat ont pris une grande

ampleur, en Suisse aussi. Ces deux mouvements défendent une société solidaire et refusent le nationalisme. C'est le cas aussi du mouvement de défense du droit d'asile, qui existe depuis les années 1980 en Suisse. Pendant le récent confinement, on a aussi assisté à des gestes de solidarité significatifs, notamment envers les plus faibles. Et tout dernièrement, l'ampleur des manifestations contre le racisme et les violences policières est un signe que le mouvement contre le racisme et la xénophobie pourrait reprendre du poil de la bête, en Suisse aussi. Une nouvelle génération s'engage pour un monde plus solidaire. ■



# POUR SANGAR AHMAD ET POUR TOUS LES AUTRES

Alors que d'autres Etats (Portugal, France, etc.) ont suspendu les procédures d'asile ou ont régularisé, au moins provisoirement, les personnes relevant de l'asile, la Suisse a continué, en pleine pandémie mondiale, les procédures de renvoi. Plus de 50 organisations actives dans le soutien aux personnes relevant de l'asile ont publié, le 18 mars, un appel solennel aux collectivités publiques afin que les procédures d'asile (hormis les admissions) soient suspendues. La situation décrite ci-dessous découle de la surdité de nos autorités en ce qui concerne les questions relevant du droit d'asile en temps de coronavirus.

M. Sangar Ahmad est un requérant d'asile débouté qui travaille quotidiennement à la désinfection de nos hôpitaux, de nos cliniques et de nos entreprises actives dans le secteur médical. Il prend des risques afin que nous soyons toutes et tous plus en sécurité face à la crise sanitaire.

À la suite d'une décision de renvoi qui devait entrer en force le 13 avril, M. Ahmad a perdu son emploi durant une semaine, se retrouvant à l'aide d'urgence: il était censé quitter le territoire suisse et n'avait plus le droit de travailler, de conduire ou de faire du bénévolat.

Quelques jours plus tard, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) lui accordait un sursis jusqu'au 30 juin 2020, en s'appuyant sur le fait qu'il travaillait dans une entreprise de désinfection. Chacun appréciera le cynisme absolu de cette décision, qui consiste à envoyer le message suivant: vous pouvez rester tant que vous vous mettez en danger pour la collectivité, mais ensuite nous vous expulserons pour services rendus! L'employeur de M. Ahmad, qui le soutient totalement dans ses démarches, a pu le réengager.

En quelques jours, plus de 10 000 personnes ont signé une pétition demandant aux autorités vaudoises d'intervenir auprès de la Confédération afin que M. Ahmad puisse obtenir un statut de séjour.

La pétition a été déposée au Grand Conseil, avec copie au Conseil d'Etat. Mais le temps presse. Au 30 juin, M. Ahmad sera de nouveau privé de travail et aura ordre de quitter la Suisse. Nous demandons à nos autorités de faire tout ce qu'elles peuvent pour trouver une solution à la situation de M. Ahmad. ■

**MARC BERTHOLET** . MEMBRE SSP . RÉGION VAUD

## Comité national du SSP

## Décisions concernant la Région Genève

Lors de sa séance du 12 juin dernier, le Comité national du SSP s'est penché sur la situation de la Région Genève.

Ces dernières semaines, des membres siégeant dans les instances de cette région ont en effet pris l'initiative de fonder un nouveau syndicat, appelé «Avenir syndical». Depuis quelques semaines, ils-elles mènent une campagne active pour débaucher des collègues du SSP: diffusion d'une lettre de démission prérédigée, tract appelant à rejoindre ce nouveau syndicat, etc. Malgré cela, ils-elles veulent garder jusqu'au bout leurs mandats au sein des instances de la région. Bref, alors même qu'ils-elles ont fondé un nouveau syndicat, ils-elles souhaitent pouvoir continuer à prendre des décisions au nom du SSP.

Ces agissements ont contraint le Comité national à adopter des mesures exceptionnelles. Il a ainsi décidé:

■ d'engager une procédure d'exclusion du SSP à l'encontre de trois membres de la région. Il s'agit, tout d'abord, du président et de la secrétaire d'Avenir syndical, élu-e-s à ces fonctions par l'«Assemblée générale constitutive» dudit syndicat le 9 mai dernier. Le troisième est très actif, preuves à l'appui, dans le débauchage de collègues du SSP; il est la «personne de contact» d'Avenir syndical. Cette proposition d'exclusion a été communiquée aux trois membres en question par lettre recommandée le 12 juin. Un délai de dix jours leur est accordé pour exercer le droit d'être entendu-e-s. Passé ce délai, le Comité national statuera sur leur exclusion.

- De suspendre, d'ici à l'Assemblée générale de la région, qui aura lieu à l'automne, l'activité des instances de la région (comité de région, comités de groupe, etc.). La présence en nombre de membres d'Avenir syndical en leur sein empêche en effet ces instances d'assumer leurs tâches, ce qui paralyse le fonctionnement et l'intervention du SSP.

■ D'élire un «Comité de direction transitoire» de la région, chargé de prendre les décisions inhérentes au fonctionnement, à l'organisation interne, à l'intervention et à la représentation de la région d'ici à l'entrée en fonction des nouvelles instances, qui seront élues par l'Assemblée générale à l'automne. Ce comité se compose de douze collègues, six femmes et six hommes.

Notre syndicat aurait bien voulu s'épargner de telles mesures, mais il n'était pas possible de procéder différemment. Il en va de l'avenir du SSP. Nous espérons qu'elles permettront de sortir de la crise que traverse notre syndicat à Genève et de repartir sur de nouvelles bases. ■

## SSP



**Mardi 23 juin à 17h00**

**Forum Fribourg**  
(Granges-Paccot, bus ligne 1)

Le Grand Conseil va débattre, dès le mercredi 24 juin, de la révision de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF). Le projet proposé par le Conseil d'Etat mènerait à une péjoration massive des conditions de retraite :

- Le gouvernement s'était engagé à ce que les pertes de rentes ne dépassent pas 9,5% à 64 ans. Or, le rapport d'experts commandé par le SSP montre qu'elles seront jusqu'à deux fois plus importantes.
- En cas de retraite anticipée, les pertes iront encore au-delà : elles pourront grimper jusqu'à 30%.
- S'ajoutera aussi un report de l'âge effectif de la retraite de plusieurs années. Il faudra travailler plus, pour toucher moins !

**Les pertes de rente annuelles** d'un-e infirmier/-ère ou d'un-e enseignant-e primaire de 45 ans (classes de salaire 17 et 18) sont évaluées à 4'000 francs en cas de retraite à 64 ans, 6'000 francs en cas de retraite à 62 ans et 8'000 francs en cas de retraite à 60 ans. Celles d'un-e employé-e de nettoyage du même âge (classe de salaire 6) à 3'000 francs en cas de retraite à 64 ans, 4'000 francs en cas de retraite à 62 ans et 7'000 francs en cas de retraite à 60 ans. **C'est considérable.**

Avec un tel projet, c'est la **qualité du service public dans son ensemble** qui en pâtira !

L'étude d'experts commandée par le SSP montre que, pour éviter des baisses de rentes supérieures à 9,5%, il est **nécessaire d'augmenter fortement la participation de l'Etat de Fribourg**. C'est tout à fait possible : la participation actuelle de l'Etat de Fribourg (385 millions de francs) est infiniment plus faible que celle de cantons voisins, comme le Valais (1,6 milliard de francs) ou Genève (5 milliards, ou 1,9 milliard à l'échelle fribourgeoise). **Une différence aussi importante ne se justifie pas**; par ailleurs, les finances publiques de l'Etat de Fribourg (fortune de 1,1 milliard de francs) sont au beau fixe.

En 2018, le Conseil d'Etat a **mis le paquet pour offrir des cadeaux fiscaux en or aux actionnaires**, évalués à 40 millions de francs par an. Pourquoi la fonction publique, qui a montré tout son engagement lors de la crise du Covid-19, serait-elle moins bien traitée ?

**Nous invitons les député-e-s à améliorer le projet du gouvernement et soutenir les amendements proposés par le SSP !**

[www.ssp-fribourg.ch](http://www.ssp-fribourg.ch)

ssp région Fribourg



**RETRAITES .** Le Conseil fédéral a repris le compromis sur la prévoyance professionnelle négocié entre les syndicats et l'Union patronale suisse, dont le Parlement se saisira prochainement. Le Comité national du SSP a approuvé ce projet, défendu ici par Stefan Giger. Gérard Heimberg nous présente un point de vue critique.

# Des pas importants

STEFAN GIGER . SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SSP

Après l'échec du projet «prévoyance 2020», qui avait pour objectif de réformer les deux piliers de l'assurance vieillesse (AVS et LPP) en un seul et même projet de loi, le Conseil fédéral avait séparé les deux sujets. En matière de deuxième pilier, il avait donné pour mandat aux partenaires sociaux de chercher un compromis.

**COMPROMIS TROUVÉ.** En été 2019, après une année de négociations, les faitières syndicales et patronales (USS, travail.suisse, Union patronale suisse) ont présenté un projet au Conseil fédéral. L'autre faitière patronale, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), s'est opposée à ce compromis et l'attaque sans relâche. Le Conseil fédéral a repris la proposition des partenaires sociaux et ouvert une procédure de consultation, qui s'est conclue à la fin mai.

La loi qui traite des caisses de pension (Loi sur la prévoyance professionnelle, LPP) compte plusieurs défauts.

**LE «TAUX DE CONVERSION».** Il s'agit du facteur utilisé pour calculer la rente sur la base du capital accumulé sur un compte individuel. Le taux de conversion fixé par la LPP (6,8%) ne correspond plus à l'espérance de vie actuelle, mais il ne s'applique que sur le capital calculé selon les dispositions minimales de la LPP – alors qu'une bonne caisse de pension dépasse largement le minimum légal en matière de capitalisation. Pour tout capital dépassant le minimum légal, la caisse de pension est libre de définir ses propres règles. La plupart des caisses ont donc déjà fortement baissé leur taux de conversion, souvent même en-dessous de 5%. Le taux de 6,8% a donc pour rôle de définir une prestation minimale: taux de 6,8% x cotisations minimales selon LPP = rente garantie. Adapter ce taux de conversion nécessite une compensation. Sinon, la garantie minimale de rente serait péjorée et entraînerait des fortes pertes pour les assuré-e-s dans les mauvaises caisses – surtout pour les salarié-e-s à temps partiel assuré-e-s dans des caisses appliquant des conditions minimales.

**LES FEMMES SONT DISCRIMINÉES.** Dans le deuxième pilier, les rentes des femmes sont en moyenne 63% moins élevées que celles des hommes. Souvent, la rente se limite à quelques centaines de francs par mois. La raison? Selon la LPP, seul le salaire dépassant le «montant de coordination» (environ 25 000 francs) est assuré dans la caisse de pension. Pour les hauts revenus, les conséquences sont mo-

destes; pour les bas revenus, surtout les temps partiels, le salaire assuré est donc minimal. Et si le revenu est inférieur à 20 000 francs, la personne concernée ne sera plus assurée du tout.

**AMÉLIORATIONS POUR LES TEMPS PARTIELS.** Le compromis trouvé par les partenaires sociaux apporte des modifications en faveur des temps partiels:

- Le montant de coordination sera réduit de moitié. Dans la plupart des caisses, cela ne change rien pour les cotisations puisque, normalement, les cotisations effectives dépassent largement les montants minimaux prévus par la loi. Mais la garantie minimale (au sujet du taux de conversion et de l'intérêt octroyé) fixée par la loi s'appliquera à une part beaucoup plus importante du capital individuel.

- Les cotisations minimales selon la LPP seront redéfinies: De 25 à 44 ans, elles seront fixées à 9%; dès l'âge de 45 ans, elles se monteront à 14%.

- Le taux de conversion de la partie LPP est abaissé à 6%. Avec la redéfinition du montant de coordination et les nouveaux taux de cotisation, la garantie minimale de la loi sera cependant légèrement améliorée.

- Pour compenser les pertes dues à la réduction du taux de conversion, un supplément de rente est introduit dans le deuxième pilier. Ce supplément est nécessaire pour assurer que les personnes proches de la retraite ne perdront rien. Les cinq années suivant l'introduction de la baisse du taux de conversion, les nouvelles-elles rentiers et rentières recevront un supplément de rente de 200 francs par mois, à vie. Pour les cinq années qui suivront, le supplément sera de 150 francs, toujours à vie; puis de 100 francs les cinq années suivantes. Après ces quinze années, le montant du supplément sera redéfini. Ce supplément de rente est très bienvenu pour les rentes modestes, surtout pour celles des salarié-e-s à temps partiel, typiquement des femmes.

- Dans la plupart des caisses, le montant de coordination est aujourd'hui déjà réduit pour les temps partiels. Mais l'épargne accumulée au-delà du minimum légal n'est pas soumise aux garanties minimales de la loi en matière de taux de conversion, ni d'intérêt minimal.

L'USAM ne veut rien savoir d'un compromis. Elle demande la baisse du taux de conversion sans compensation. Avec leur modèle, les rentes seraient tout simplement abaissées. ■

# Pansement insuffisant

GÉRARD HEIMBERG . RETRAITÉ SSP . RÉGION VAUD

La baisse des rendements des placements financiers des caisses de pension amène le Conseil fédéral à abaisser le taux minimal de conversion des avoirs de vieillesse en rentes, de 6,8% à 6%. Les caisses de pension pourraient ainsi diminuer les rentes du 2<sup>e</sup> pilier obligatoire de 11,6%. Les retraité-e-s futur-e-s seraient profondément touché-e-s. Les trois «partenaires sociaux» que sont l'Union syndicale suisse (USS), l'Union patronale suisse (UPS), et travail.suisse (TS) ont négocié un compromis sur une réforme de la Loi sur la prévoyance professionnelle (LPP), repris par le Conseil fédéral dans son projet de révision de la LPP.

**LES COMPENSATIONS.** Ce compromis propose des mesures de compensation à la baisse du taux de conversion. Un «supplément de rente» est garanti à vie aux assuré-e-s prenant leur retraite au cours des quinze ans suivant son entrée en vigueur. Son montant mensuel est de 200, 150 et 100 francs, selon que l'assuré-e prend sa retraite les cinq premières années, les cinq suivantes ou les cinq dernières. S'y ajoute une diminution de la déduction de coordination, entraînant «une augmentation du salaire assuré, donc une réaugmentation des rentes». Les cotisations supplémentaires (+0,5%) pour financer ces mesures sont à la charge, à parts égales, des assuré-e-s et des employeurs.

**QUELQUES TOUCHES D'AVS...** Le fonctionnement du supplément de rente comporte de petites touches empruntées à la logique de l'AVS. Les salaires considérés pour calculer les cotisations finançant les suppléments de rente ne sont pas ceux du 2<sup>e</sup> pilier obligatoire, mais ceux de l'AVS! Les comptabilités du 2<sup>e</sup> pilier obligatoire ne seraient-elles pas aussi fiables que celles de l'AVS? Le taux des cotisations pour financer ces suppléments est unique, quel que soit l'âge des cotisant-e-s. Les cotisations prélevées sont redistribuées immédiatement, la même année, sans aucune capitalisation. Les montants de ces suppléments sont indépendants des revenus déterminants des bénéficiaires. Toute l'habileté du compromis est là: utiliser quelques procédures de l'AVS. Mais cette habileté ne suffit pas à valider le fait que le compromis satisfait aux principes du financement par répartition.

... **PAS DE VÉRITABLE RÉPARTITION.** Examinons le cas d'une classe d'âge d'assuré-e-s au 2<sup>e</sup> pilier obligatoire prenant leur retraite seize ans, ou plus, après l'entrée en

vigueur de la loi. Cela sous l'angle de la solidarité entre les générations, donc du financement par répartition<sup>1</sup>.

Les quinze années suivant l'entrée en vigueur, et même au-delà, jusqu'à la retraite de ses membres, cette classe est «donneuse» par solidarité: elle finance les suppléments de rentes des retraité-e-s du moment. La garantie d'un «retour de solidarité» au moment de prendre leur retraite s'impose donc; car sans lui, pas de répartition<sup>2</sup>.

Or les membres de cette classe d'âge (et leurs employeurs) auront déjà payé eux-mêmes les compensations de l'abaissement des rentes dû à la diminution du taux de conversion à 6%: comme le dit le Conseil fédéral, pour cette classe d'âge, l'impact sur le niveau des prestations aura diminué. Les personnes concernées auront en effet pu «accumuler un avoir de vieillesse plus élevé grâce à l'abaissement de la déduction de coordination et l'adaptation des taux des cotisation»<sup>3</sup>. Et d'ajouter: pour celles-ci, «un montant garanti de supplément de rente ne sera donc plus nécessaire». Le supplément de rente se transformera ainsi en «amélioration des prestations», dont «le Conseil fédéral fixera pour chaque année civile le montant en fonction des moyens disponibles»!

**AFFIRMATIONS ABUSIVES.** Pour les membres d'une telle classe d'âge, il n'existe donc pas de garantie de «retour de solidarité». Cela ne rend-il pas incorrectes, voire imprécises et abusives, certaines affirmations faites par les auteurs du compromis – qui écrivent du supplément de rente qu'il est «une composante de répartition durable»; ou encore celles du Conseil fédéral parlant d'un «élément de financement par répartition dans le système de la prévention (sic) professionnelle», et même de «composantes de répartition du côté des prestations»<sup>4</sup>?

**SYSTÈME À REVOIR.** Les cotisations prévues par le compromis sont donc des «pansements», destinés avant tout à «guérir les blessures profondes» provoquées aux rentes du 2<sup>e</sup> pilier par la logique purement financière propre à ce système – dans lequel les revenus sont soumis aux aléas souvent désastreux causés par les manipulations réalisées par certains milieux financiers. ■

<sup>1</sup> Lire à ce sujet *Services Publics*, 8 mai 2020, page 9.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Communiqué de presse de l'USS, UPS et TS, 2 juillet 2019.

<sup>4</sup> Département fédéral de l'Intérieur: *Réforme LPP – Rapport explicatif pour la procédure de consultation*. 13 décembre 2019.



À un système fondé sur concurrence, compétitivité et culture de l'individu doivent enfin faire place des réseaux multiples de relations économiques et sociales solidaires.

# L'heure de changer de logiciel

CLAUDE CALAME. DIRECTEUR D'ÉTUDES. EHES.  
PARIS. PROF. HON. UNIL.  
ERIC ROSET. PHOTO



La crise sanitaire provoquée d'abord en Italie puis dans différents pays d'Europe par une épidémie devenue pandémie n'a pas manqué d'interroger. Tour à tour, scientifiques et intellectuels se sont succédé pour recommander qui «le retour à une civilisation de la complexité où conduites et politiques se verront évaluées selon une multitude de critères»<sup>1</sup>, qui de «s'inspirer des formes de vie précapitalistes, l'entraide entre voisins, entre membres d'une même famille, etc.»<sup>2</sup>, qui «une économie qui permette de diminuer de manière significative notre empreinte environnementale»<sup>3</sup>, quand ce n'est pas pour parvenir au constat que «l'être humain est partagé entre égoïsme et altruisme. C'est normal»<sup>4</sup>.

**UN SYSTÈME À REPENSER.** Aucune de ces propositions ne remet fondamentalement en cause le système qui, sans être à l'origine de l'épidémie, a néanmoins contribué à sa diffusion pour finalement provoquer la crise sanitaire dont les pays les plus pauvres et, dans les pays riches, les populations précarisées, subissent maintenant les conséquences les plus dramatiques. Pour nous limiter à la Suisse, nous serions-nous trouvés-e-s en situation de crise sanitaire si le système hospitalier du pays n'avait pas été soumis depuis trente ans à une politique de la rentabilité économique et du flux tendu dans la logique managériale qui lui a été imposée par les pouvoirs politiques? Rappelons une fois encore que le nombre de lits en soins intensifs a été réduit de moitié depuis la fin du siècle dernier et que ces dernières années, soignant-e-s et médecins, réduits à l'état de «ressources humaines», ont à plusieurs reprises dénoncé la surcharge dont ils souffrent. Par ailleurs, les délocalisations provoquées par une mondia-

lisation fondée sur les critères exclusifs de la plus-value économique et du profit financier ont eu l'effet que l'on sait: il a fallu importer de Chine, transformée par les délocalisations en atelier du monde occidental, non seulement des masques médicaux revendus à un prix usurier, mais aussi les machines pour les fabriquer...

**UNE LONGUE SÉQUENCE.** Mais là n'est pas l'essentiel. Les chiffres du chômage et bientôt ceux des faillites sont en train de le montrer. Les mesures de confinement imposées par une crise sanitaire, qui aurait sans doute pu être évitée si l'on s'y était préparé, ont surtout fortement accéléré la crise économique larvée de ces dernières années, marquée en particulier par un net tassement de la sacro-sainte croissance mondiale. Cette nouvelle crise s'inscrit dans une longue séquence: crise économique et sociale provoquée à la fin du siècle dernier d'une part par la privatisation à large échelle des services publics de base, assurant alimentation (eau), formation, logement et santé, d'autre part, dans les pays endettés les plus pauvres, par de vastes plans d'ajustement structurel; cela dans l'application mondialisée et néocoloniale des principes néolibéraux prônés par les gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, et imposés avec rigueur par le FMI et la Banque mondiale. Au tournant du siècle, crise des nouvelles technologies, soumises à la spéculation de la mise en bourse (Nasdaq) des futures GAFAM; crise financière de 2008, provoquée par la spéculation foncière et l'endettement immobilier; puis non pas crise, mais prise de conscience de pollutions et d'atteintes environnementales irréparables, en particulier à partir des rapports du GIEC.

**UNE CROISSANCE DESTRUCTRICE.** En cause, une fois encore, un système économique visant le seul profit financier monopolisé par une oligarchie de multinationales et de patrons milliardaires; un système fondé sur une croissance économique impliquant extractivisme (notamment d'hydrocarbures), productivisme (pour des objets à l'obsolescence programmée) et consommation (devenue addictive) à un rythme toujours plus rapide; au bénéfice des actionnaires des grandes entreprises et au détriment des salarié-e-s. Inutile d'en répéter les conséquences destructrices autant pour les communautés des hommes que pour l'environnement qui assure leur survie.

**LEÇONS DE THUCYDIDE.** À un système fondé sur concurrence, compétitivité et culture de l'individu doivent enfin faire place des réseaux multiples de relations économiques proches, dans la primauté donnée à la valeur d'usage sur la valeur d'échange, et des ensembles de relations sociales fondées sur solidarité et citoyenneté, en interaction équilibrée avec l'environnement. L'helléniste ne pourra que conclure avec l'une des leçons que le Périclès de Thucydide (2, 60, 2) tirait de la terrible peste qui venait de décimer les Athéniens: «Quant à moi, je pense en effet que la cité est plus utile aux particuliers si elle est rétablie dans son ensemble que si elle assure le succès des citoyens individuellement, mais qu'elle est en échec collectivement.» ■

<sup>1</sup> Dominique Bourg, *Le Temps*, 23 avril 2020.

<sup>2</sup> Paul Ariès, *Le Temps*, 7 avril 2020.

<sup>3</sup> Jacques Dubochet parmi d'autres, *Le Temps*, 5 mai 2020.

<sup>4</sup> André Comte-Sponville, *Le Temps*, 21 avril 2020.

## Contexte

## LES REMÈDES LÉTAUX DES DOCTEURS PATRONAUX

À l'échelle helvète, on frémit quand, pour sortir de la profonde crise économique qui a frappé en premier lieu les 200 000 «sans-papiers» qui travaillent à notre service, on entend les experts d'Avenir Suisse demander une extension de l'économie de plateforme et par conséquent de l'ubérisation, une flexibilisation de la Loi sur le travail, une ouverture des magasins sept jours sur sept, ainsi que la levée des restrictions au trafic des poids lourds.

Deux des principales organisations patronales du pays, l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et ecomomiesuisse, viennent d'emboucher les mêmes trompettes en y ajoutant le maintien, coûte que coûte, d'un frein à l'endettement qui promet de vastes plans d'austérité pour des finances fédérales affaiblies par la dernière révision fiscale (RFFA) et par les dizaines de milliards versés essentiellement pour soutenir l'économie capitaliste.

Quant au grand prêtre du Forum mondial de Davos, Klaus Schwab, il n'a rien trouvé de mieux, en pleine crise sanitaire, que de vanter les mérites d'un «capitalisme inclusif» dont le modèle serait fourni par la multinationale Unilever<sup>1</sup> ... Le retour à «l'anormal» semble assuré. CC ■

<sup>1</sup> *Le Temps*, 6 avril 2020.



## Carte blanche à HOSSIVI O. DAGBENYO

PRÉSIDENT FONDATEUR, CITOYENS EN ACTION POUR LA DÉMOCRATIE ET LE DÉVELOPPEMENT (CADD)

### BLACK LIVES MATTER

Après la psychose mondiale entraînée par la pandémie de Covid-19, la problématique du racisme antinoir occupe le devant de la scène. Le meurtre crapuleux et inhumain de George Floyd le 25 mai dernier, que je qualifie de fait catalyseur, a relancé la question de la discrimination sous toutes ses formes.

*Black lives matter*, ou «la vie des Noir-e-s compte», est devenu le slogan planétaire qui fait aujourd’hui la Une pour la cause des Noir-e-s. En tant que *Black* et Africain, cette cause me concerne. Comme elle concerne toutes et tous les Noir-e-s éparpillé-e-s à travers le monde, y compris les métis-se-s.

Partout, les manifestations montrent des formes de solidarité à travers la projection identitaire et la fraternité d’un vivre-ensemble. Un vivre-ensemble recherché de plus en plus par les nouvelles générations d’hommes et de femmes qui militent pour un monde égalitaire, juste et sans discriminations.

Nous saluons tous les collectifs qui s’engagent aujourd’hui pour que des causes nobles soient entendues. C’est dans cette logique que nous avons fondé, en 2013, l’ONG Citoyens en Action pour la Démocratie et le Développement (CADD). Cette ONG a pour but de valoriser l’identité citoyenne et le développement universel de l’être humain en luttant contre toute forme de discrimination, et surtout contre le racisme.

Partenaire de la semaine fribourgeoise de lutte contre le racisme, le CADD reste une petite ONG qui manque cruellement de moyens financiers pour réaliser ses projets et atteindre ses objectifs. Une forme de discrimination en amont dont souffrent beaucoup de structures africaines. Car souvent, les autorités ne nous prêtent pas l’oreille qu’il faudrait. Elles traitent régulièrement nos idées et projets d’irrecevables.

Faut-il baisser les bras? La nouvelle génération dit qu’elle ne lâchera rien, alors le CADD ne se découragera pas non plus. Dans l’immédiat, nous appelons toutes et tous à l’action ce samedi 20 juin, date de la Journée mondiale des réfugié-e-s, en participant à la manifestation *Black lives matter* qui se tiendra à Fribourg.

En matière de lutte contre le racisme, le canton de Fribourg a du pain sur la planche. Avec le CADD, nous y avons détecté plusieurs formes de racisme. Le contrôle au faciès est la forme de discrimination la plus humiliante vécue par la communauté noire. Nous avons aussi identifié des groupes racistes lors de nos actions de sensibilisation. Certaines personnes blanches ne cachent pas leur mépris à notre égard, en raison de la couleur de notre peau. Ce constat est valable aussi pour les personnes métissées, qui souvent vivent très mal le même mépris exercé par des personnes blanches.

Le racisme est omniprésent à Fribourg, en Suisse comme à Paris ou à Minneapolis. À Minneapolis ou à Paris, des *Blacks* ont été tué-e-s par les forces de l’ordre. Mais la police suisse n’est pas une exception. Ici aussi, plusieurs Noir-e-s ont subi des bavures policières. Certains l’ont payé de leur vie. Pourquoi cet acharnement contre les Noir-e-s?

Je pense que le racisme perdure dans les sociétés blanches à cause de son caractère systémique. Les auteurs des actes racistes bénéficient d’une grande impunité, que nous continuerons à dénoncer haut et fort. Et surtout plus fort encore, à chaque fois que nous reverrons la vidéo de ces 8 minutes 46 secondes durant lesquelles George Floyd crie «Je ne peux pas respirer». ■

La productivité du travail a fait un bond durant la pandémie. De quoi ouvrir l’appétit des milieux patronaux.

# Le retour des 67 heures?

## SERVICES PUBLICS

À u pic de la crise sanitaire, le total des heures travaillées en Suisse a fortement baissé en raison du chômage partiel, qui a touché un quart de la population active. La création de richesses (mesurée par le Produit intérieur brut, PIB) a cependant diminué de manière nettement moins importante. La raison de cette déconnexion? Les travailleuses et travailleurs ont été beaucoup plus productifs.

**BOND DE PRODUCTIVITÉ.** Selon une étude réalisée par Henrike Schneider, économiste en chef de l’Union suisse des arts et métiers (USAM), la productivité du travail aurait en effet fait un bond de 16% durant la crise sanitaire<sup>1</sup>. On pourrait interpréter ce saut comme le résultat de l’effort colossal réalisé par une majorité des salarié-e-s, engagé-e-s à fond malgré le manque d’effectifs et les risques sanitaires. Cela justifierait un débat sur la reconnaissance, y compris financière, de cet effort hors du commun – et la juste répartition des gains de productivité qu’il a générés.

**L’OCCASION FAIT LE LARRON.** L’USAM ne l’entend pas de cette oreille. Selon la faïtière patronale, ce sont la restructuration du travail via le home-office, les horaires de travail plus flexibles et la fin des trajets entre le domicile et lieu de travail qui expliqueraient l’efficacité productive en hausse. La faïtière patronale revendique donc aujourd’hui... encore plus de flexibilité: «Une adaptation des règlements à une société moderne de services, en particulier en matière de home-office, d’enregistrement du temps de travail et de règlement des pauses et du temps de repos. Cela implique qu’un employé puisse travailler au besoin 50 ou 67 heures par semaine, si elles sont compensées plus tard.»

**LE RETOUR DE GRABER.** On a déjà entendu cette musique. Une motion de l’ancien conseiller aux Etats (PDC) Konrad Graber se traîne au Parlement depuis quelques années. Soutenue par l’USAM et l’Union patronale suisse, elle vise à affaiblir fortement la Loi sur le travail (LTr) en annualisant le temps de labeur, permettant ainsi des semaines de 67 heures. Le travail de nuit et du dimanche serait facilité, les temps de pause raccourcis. La motion a suscité une levée de boucliers de la part des syndicats mais aussi des médecins du

travail, des Eglises et des Cantons. Cette forte résistance a eu pour effet de repousser le traitement du texte au printemps 2021.

**LE BOOM DU TÉLÉTRAVAIL...** Pour justifier ses coups de canif dans la LTr, l’organisation patronale s’appuie désormais sur un nouvel élément: le développement fulgurant du télétravail durant la pandémie – et son succès. Une récente étude de l’institut Gfs, commanditée par syndicom, le syndicat de la communication, souligne en effet que le principe du télétravail est largement salué parmi les personnes qui l’ont expérimenté en mars et avril dernier. La pratique pose cependant des problèmes de fond, notamment en matière de frais du travail à domicile (62% des salarié-e-s estiment que l’employeur devrait participer à leur règlement) et de santé au travail (49% indiquent que l’ergonomie en cas de télétravail est mauvaise).

**... ET SON INSTRUMENTALISATION.** Les employeurs et leurs porte-voix politiques ont une autre lecture du phénomène. Selon l’USAM, l’essor du télétravail exige «plus d’autonomie pour celles et ceux qui travaillent depuis la maison». Une thèse reprise par le conseiller aux Etats (PDC) Erich Ettlin – par ailleurs cosignataire de la motion Graber: «Il faut changer la loi pour qu’elle colle à la réalité que vivent les gens. Travailler le dimanche ou en soirée ne doit plus être interdit. Nous n’avons pas eu des problèmes avec l’expérience du télétravail du coronavirus, au contraire.»<sup>2</sup>

**LA VIGILANCE EST DE MISE.** La ficelle est assez grosse. Comme le souligne Jean-Christophe Schwaab, spécialiste en droit du travail, «les milieux patronaux tentent de profiter de la popularité grandissante (et justifiée) du télétravail pour faire passer des revendications qui n’ont en réalité rien à voir avec lui (...) Il s’agira donc d’être particulièrement vigilant au cours des prochains mois. Ni les causes de la pandémie ni le soutien à l’essor du télétravail ne sauraient en effet justifier que toutes et tous travaillent beaucoup plus, sur de plus longues périodes, en étant plus stressés et en ayant moins de temps à consacrer à la vie hors travail»<sup>3</sup>. ■

<sup>1</sup> *NZZ am Sonntag*, 7 juin 2020.

<sup>2</sup> *Tribune de Genève*, 8 juin 2020.

<sup>3</sup> *Domaine public*, 3 juin 2020.

## CAPITAL VS TRAVAIL . 11

### AUSTÉRITÉ CIBLÉE

Selon la ministre genevoise des Finances Nathalie Fontanet, le déficit des comptes cantonaux se situera entre 800 millions et un milliard de francs cette année. «Il faudra se serrer la ceinture en 2021», en conclut la magistrate (*Tribune de Genève*, 12 juin). En oubliant une précision de taille. La conseillère d’Etat (PLR) refusant de taxer plus les grandes entreprises et les gros revenus – ou même de toucher au frein à l’endettement –, ce serrage de ceinture se limitera aux pantalons de la classe travailleuse. ■

### RICHEMONT RECULE

Pour son dernier exercice, le comité de direction de Richemont touchera une rémunération de 41,4 millions de francs – en hausse de 35,8% –, annonçait la multinationale fin mai. Elle prévoyait en parallèle de réduire de 25% les primes annuelles versées à ses employé-e-s et de ne plus compenser la perte de revenu subie par les employé-e-s en RHT (*Le Temps*, 10 et 11 juin). Confrontée à un tollé – et à une grève en Italie –, la direction a dû reculer. Pour les salarié-e-s, la mobilisation n’est jamais un luxe. ■

### DE LA PAROLE AUX ACTES

«Nous ne devons pas non plus oublier celles et ceux qui se sont engagés dans ces «secteurs systémiques» que sont la santé, l’accueil des enfants ou l’alimentation. Les femmes y sont surreprésentées, les salaires sont souvent bas et les conditions de travail difficiles (...) Un pays riche et responsable doit identifier les inégalités, puis les corriger» écrit le conseiller fédéral (PS) Alain Berset dans *Le Temps* (15 juin). À lui de montrer l’exemple en annulant l’élévation de l’âge de la retraite des femmes prévue par son projet AVS 21. ■

### SOUS CONTRÔLE?

Le Secrétariat d’Etat à l’économie a rendu son dernier rapport sur les mesures d’accompagnement. En 2019, les contrôleurs ont vérifié 166 000 salaires. Dans les branches fixant des salaires minimaux par une CCT, les taux d’infraction se situent à 20%. Dans les autres, ils oscillent entre 11% et 15%, parce qu’«une partie des entreprises dont les salaires sont trop bas échappent aux contrôleurs», note l’USS (12 juin). La centrale syndicale souligne aussi qu’«un employeur suisse n’est contrôlé que tous les 50 ans environ». Un accompagnement assez léger, somme toute. ■

### Carton Rouge

À l’entreprise Custodio. Sur son site zurichois, la société active dans la sécurité aéroportuaire licencie des salarié-e-s âgé-e-s pour les remplacer par des temporaires, révèle le *Blick* (16 juin). Plusieurs des travailleuses et travailleurs licenciés s’étaient battus pour leur droit à l’entier des semaines de vacances prévues par la CCT – contesté par l’entreprise. De son côté, Custodio invoque les pertes dues au Covid-19 pour justifier ces licenciements. Le virus a décidément bon dos. ■



Touché de plein fouet par la pandémie, le Brésil traverse une crise profonde. À l'unisson des mouvements sociaux, les sans-terre exigent le départ du président d'extrême-droite. Et défendent une réforme agraire urgente pour répondre à l'explosion de la pauvreté<sup>1</sup>.

# «Bolsonaro dehors!»

SERGIO FERRARI . JOURNALISTE RP  
KEYSTONE . PHOTO

Le président Jair Bolsonaro est devenu une menace pour la population. «Au lieu de freiner l'expansion du virus, sa politique contribue à l'étendre.» Miguel Stedile le dit sans ambages: le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), dont il est membre de la coordination nationale, est déterminé à obtenir le départ du chef de l'Etat. Avec nombre d'autres organisations sociales, il vient de lancer la campagne «*Fora* (dehors) Bolsonaro!».

Le 15 juin, le pays dénombrait plus de 870 000 cas et 43 500 décès causés par le Covid-19. Second pays au monde pour le nombre de morts, le Brésil affronte une crise sanitaire hors de contrôle, dans un contexte de forte instabilité politique. En un mois, deux ministres de la Santé ont démissionné. Depuis trois semaines, un général de l'armée dirige provisoirement ce ministère sensible.

**GOVERNEMENT IRRESPONSABLE.** «Aujourd'hui, réclamer la démission du président est un mot d'ordre unitaire. Près de 60% de la population, y compris des secteurs du centre-droite, pensent que la solution à la crise passe par son départ», déclare Miguel Stedile.

Pour le militant, «la tragédie humanitaire» que vit le Brésil «n'est pas une fatalité. Elle résulte de l'irresponsabilité et de l'action génocidaire du gouvernement Bolsonaro, qui minimise la pandémie, plaide pour réouvrir l'économie, met son veto à l'appui financier pour les Etats (régions) et incite de manière active ses partisans à perpétrer des actes de violence politique.»

Selon lui, Jair Bolsonaro est dans le déni et la manipulation: «Le Brésil, qui manquait des réactifs nécessaires, a très peu testé sa population. Les cas réels pourraient bien être dix fois supérieurs aux chiffres reconnus.»

Malgré cette sous-estimation statistique, le Brésil figure déjà comme deuxième pays latino-américain (derrière l'Equateur) où l'on meurt le plus du coronavirus. Le 8 juin, le grand quotidien *Folha de São Paulo* titrait: «Selon les spécialistes, le gouvernement agit de manière criminelle en cachant les données du Covid-19.»

**LA RÉFORME AGRAIRE, UNE NÉCESSITÉ.** Le mot d'ordre «Dehors Bolsonaro!» constitue pour le MST la première de trois priorités dans cette situation d'urgence nationale. La seconde est la lutte pour la vie,



qui passe par le confinement social dans les lieux les plus touchés par le virus. Et la troisième, la production d'aliments sains, distribués solidairement à la population urbaine paupérisée.

Le 5 juin – date de la Journée mondiale de l'environnement –, les sans-terre ont lancé un Plan d'urgence: «Plus que jamais, la réforme agraire est une nécessité et une condition essentielle pour faire face à la crise», explique Miguel Stedile. «Nous avons deux objectifs essentiels: la création d'emplois et la production d'aliments sains.» Cette proposition aurait un impact sur les 5 millions de nouveaux chômeurs causés par la crise sanitaire – un chiffre qui pourrait monter à 20 millions dans les prochains mois.

**FACILE À FINANCER.** Miguel Stedile – également professeur d'histoire et membre de la direction de l'Institut d'études contemporaines (*Rio Grande do Sul*) – est persuadé que la réforme agraire serait aisée à financer. Il relève que 729 entreprises, possédant 6 millions d'hectares, accumulent plus de 40 milliards de dollars de dettes envers l'Etat central. L'urgence justifierait que l'on fasse payer cette créance

envers la communauté sous la forme de terres. On y installerait des milliers de familles sans terre, sans emploi ou issues des banlieues urbaines.

La nécessité de mener des «politiques créatives» est renforcée par les perspectives conjoncturelles: une contraction du produit intérieur brut (PIB) de 6 ou 7% est annoncée pour 2020. La prévision du MST est sombre: «Le chômage sera énorme et les prix des aliments vont devenir inabordables pour les secteurs populaires. Dans ce contexte, la réforme agraire aurait un impact rapide.»

**CONTRE LE RACISME.** «Tout comme la question agraire, la lutte contre le racisme est essentielle, compte tenu du passé colonial et esclavagiste de l'histoire brésilienne», poursuit Miguel Stedile. Il revendique pour le MST les protestations antiracistes des dernières semaines, qui ont aussi eu lieu au Brésil, inspirées «pour une fois par les vents progressistes qui soufflent à partir du Nord». ■

<sup>1</sup> Article paru dans *Le Courrier*, 16 juin 2020. Coupes et adaptation de la rédaction.

## Mot-clé

## RACISME

Les mobilisations contre le racisme et les violences policières ont gagné l'Europe – et la Suisse. Solidaires avec le mouvement *Black Lives Matter* aux Etats-Unis, elles mettent aussi le doigt sur une réalité trop souvent occultée: «N'oublions pas que le racisme a été inventé en Europe, quand elle est partie à la conquête du monde, d'abord pour justifier l'asservissement des indigènes d'Amérique, puis pour légitimer l'entreprise coloniale en Afrique. L'Europe est imprégnée par le racisme, qui, comme un iceberg, a une grande partie immergée. Cette construction de hiérarchie des races a imprégné l'appareil sécuritaire, qui classe les individus les plus dangereux en fonction de la couleur de leur peau, surtout depuis la montée du terrorisme islamiste. Le combat antiraciste n'a pas gagné ces structures, car les Etats nient qu'il y a un problème systémique», souligne le juriste sénégalais Doudou Diène, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur le racisme<sup>1</sup>.

La Suisse ne fait pas exception. En 2017, une étude commandée par la Commission fédérale contre le racisme arrivait à la conclusion que «les personnes noires peuvent être quotidiennement confrontées au racisme et à la discrimination, que ce soit dans le monde du travail, la recherche d'un logement, la formation ou les rapports avec la police et les autres services chargés de la sécurité. Trop souvent, elles n'ont pas accès aux prestations de conseil ou à la protection juridique sur un même pied d'égalité que les autres. En raison de leur couleur de peau, elles sont particulièrement vulnérables dans l'espace public»<sup>2</sup>. Selon la CFR, ces discriminations reposent «en partie sur des clichés hérités du colonialisme et des inégalités structurelles». Marchands, financiers, maisons de commerce, planteurs, idéologues: des personnalités helvétiques de premier plan ont en effet participé au gigantesque crime contre l'humanité qu'a consisté la traite des Noirs<sup>3</sup>. Une réalité opportunément rappelée par le collectif qui demande le déboulonnage de la statue de l'esclavagiste David de Pury à Neuchâtel. ■

<sup>1</sup> *Le Temps*, 9 juin 2020.

<sup>2</sup> CFR: *recommandations sur le thème du racisme anti-noirs en Suisse*. Décembre 2017.

<sup>3</sup> Lire notamment: Thomas Davis, Bouda Etemad, Janick Marina Schaufelbuehl: *La Suisse et l'esclavage des noirs*. Antipodes, 2005.

## Politicien-ne-s peu responsables

«La position des grands lobbys économiques a triomphé» dénonce Chantal Peyer, membre du comité de l'initiative pour des multinationales responsables. Une majorité du Parlement fédéral a accepté le contre-projet sur la question proposé par le Conseil fédéral. Un tigre de papier qui permettra aux sociétés internationales de continuer à bafouer les droits humains et environnementaux, en toute impunité. En septembre, une votation populaire tranchera la question. ■

## Côte d'Ivoire. Les enfants du cacao

Dans son édition du 9 juin, la *NZZ* consacre un reportage aux plantations illégales de cacao en Côte d'Ivoire – un pays qui pèse 40% de cette production à l'échelle mondiale. Le constat: tous les grands noms de la filière chocolatière achètent des fèves provenant de ces zones de non-droit dans lesquelles des enfants triment alors que des forêts entières sont rasées pour faire place à des cacaoyers. ■

## Oranges amères et traders suisses

L'ONG *Public Eye* a dévoilé sa dernière enquête sur les conditions de travail et de vie déplorables des cueilleurs et cueilleuses d'oranges au Brésil. Elle met aussi le doigt sur le rôle joué en la matière par le géant du négoce agricole Louis Dreyfus Company (LDC), un acteur majeur de la filière depuis son siège genevois. À lire ici: [www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch) ■

## France. Soignant-e-s dans la rue

Mardi 16 juin, des dizaines de milliers de soignant-e-s se sont mobilisé-e-s dans toute la France. Objectif: dénoncer le sous-effectif dans l'hôpital public, exiger des embauches et une revalorisation du personnel. De nouvelles actions sont prévues dans les prochaines semaines. ■